

Communiqué Eric Habouzit (candidat NFP/LFI première circo du var) Réaction aux propos de Yannick Chenevard

Les récents propos tenus par M. Yannick Chenevard (YC) dans La Marseillaise du 13 juillet dernier sont problématiques pour diverses raisons. Parce qu'ils relèvent de la diffamation, du mensonge, de la posture politicienne ou qu'ils présentent de grandes incohérences. Une telle sortie de sa part ne peut rester sans réponse.

YC déclare qu'il votera la censure si LFI entre au gouvernement. C'est le couplet en vogue chez les députés Renaissance.

Il se dit « naturellement en opposition » avec LFI. Si ce n'était pas dramatique on en sourirait. Cette formulation volontairement vague vise in fine à empêcher la mise en œuvre du programme du NFP. A empêcher, plus de justice fiscale, la lutte contre la pauvreté et les discriminations, la restauration de services publics de qualité, ou une politique écologique ambitieuse...

Il ajoute des propos diffamants contre LFI qui, selon lui, irait à « l'encontre du fonctionnement normal d'une Nation équilibrée »... Mais de quel équilibre YC parle-t-il ? Celui qui a entraîné l'accroissement des inégalités en France ces dernières années ? Qui a creusé la dette publique de 1000 milliards ? Ou bien celui qui a permis l'explosion des bénéfices du CAC40 ?

YC affirme de plus que LFI ne fait pas partie de l'arc républicain.

Notons que nous ne l'avons pas entendu accuser LFI de ne pas y être entre les deux tours. Évidemment il le fait après. Cela en dit beaucoup sur l'opportunisme et la rigueur de cette personne.

YC se vante d'être un rempart contre l'extrême-droite, seul député du Var qui ne soit pas au RN. Il oublie un peu vite les conditions de son élection : largement devancé par l'extrême-droite au 1er tour, il n'a dû sa victoire qu'à mon désistement et au renfort des électeurs de gauche. Il est important de signaler que, si les électeurs du NFP avaient fait barrage comme les électeurs de la droite ailleurs, YC n'aurait pas remporté cette élection. Il doit donc beaucoup aux 90% des électeurs toulonnais du NFP qui ont choisi le barrage contre l'extrême-droite plutôt que l'abstention ou le vote blanc/nul.

Parmi ces milliers d'électeurs se trouvent de nombreux sympathisants LFI ou tout simplement des gens qui ont préféré le NFP au 1er tour, LFI inclus, à sa propre candidature.

Pourtant, il ne leur montre aucune reconnaissance. Nous sommes ici plus proche de l'insulte.

Mais YC ne s'arrête pas là. Il persiste à qualifier LFI d'extrême-gauche alors que ce sujet a été clos par le Conseil d'État depuis longtemps (LFI appartient à la gauche). Continuer sur cette voie est malhonnête et relève d'une stratégie de diabolisation.

Pire, il ment sur les prises de position des insoumis concernant les attaques du 7 octobre. Je rappelle que notre mouvement condamne de manière totale les crimes commis lors de l'attaque opérée par le Hamas sur le territoire israélien. YC fait semblant de l'ignorer et nous diffame.

Pour comprendre cette diabolisation ou ces éléments de langage, il faut se mettre dans la peau de Macron (et de ses conseillers?) qui refuse sa défaite et piétine le vote des français. La difficulté du camp macroniste provient du fait qu'il sait qu'aucune majorité relative (avec LR a priori) ne pourrait échapper longtemps à une motion de censure. Leur seule manière de s'en sortir serait de former une majorité avec la gauche hors LFI. C'est la raison pour laquelle Macron et tous les autres ne font que répéter que la présence de ministres LFI entraînerait une censure automatique. Écarter la possibilité d'un gouvernement NFP/LFI reste alors la seule possibilité pour Macron d'exister. Voilà ce qui explique la diffusion des éléments de langage doctement repris par YC.

Rappelons que le député de la première circonscription du Var a fait campagne en insistant sur sa non affiliation à Renaissance (sur ses affiches on pouvait lire « candidat de la majorité municipale »). Pourtant, il va bien siéger dans ce groupe et nous venons de le voir, il reprend tous ses éléments de langage.

Aujourd'hui réélu, il compte bien soutenir la politique ayant plongé notre pays dans la situation actuelle, comme depuis 2022.

Il se dit « non-adhérent » mais « apparenté ». Dans la pratique la différence ne saute pas aux yeux. Yannick Chenevard est bien un fidèle soutien de Macron.

Encore une illustration du manque de cohérence et d'éthique de cette personne.

YC appelle à une coalition de la droite et du centre. C'est son droit. Mais comme je l'ai expliqué plus haut, cette hypothèse n'est de toute évidence pas celle retenue par le président.

Quoi qu'il en soit on peine à imaginer comment cette majorité relative pourrait répondre aux problèmes des français. Ce sont ces mêmes personnes (et donc la même politique) qui ont gouverné la France jusqu'ici. Comment YC compte-t-il lutter contre le basculement de français de plus en plus nombreux sous le seuil de pauvreté (plus de 9 millions)? Que compte-t-il faire pour les étudiants toujours plus nombreux devant les banques alimentaires ? Pour les retraités qui vivent, trop souvent isolés, avec une pension de misère ?

Comment compte-t-il stopper la montée de l'extrême-droite ? Avec la même majorité que celle qui passe son temps à lui faire la courte échelle ?

Quelques voix à droite, citons De Villepin, montrent leur responsabilité.

Prenez exemple, monsieur Chenevard.

Arrêtez les manipulations politiciennes, respectez les électeurs, faites preuve de cohérence. Bref, agissez comme un républicain. Vous pourrez ensuite dissenter autant que vous le voulez sur qui est du bon côté du cordon sanitaire ou non.

La majorité relative que les Français ont donnée au NFP est une victoire décisive puisqu'elle a permis de formaliser le refus de la politique d'austérité et antisociale que nous subissons depuis trop longtemps et de prévenir l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir.

Le président Macron conteste la victoire du NFP et espère imposer une coalition large dont son ex-majorité serait le pivot.

J'appelle tous les Varois à se mobiliser ce jeudi 18 juillet devant la Préfecture de Toulon à 17h30, suite à l'appel de l'UD CGT, pour faire reculer Macron et faire en sorte que la volonté démocratique soit entendue.